



Organisation
internationale
du Travail

ETD Afrique Centrale

Yaoundé-Cameroun

***TERMES DE REFERENCE DU CONSULTANT NATIONAL CHARGE DU SUIVI
ET EVALUATION DU PROJET MPTFII SUR L'AUTONOMISATION DES
FEMMES VULNERABLES DANS LE CONTEXTE COVID19
A SAO TOME ET PRINCIPE
Composante du BIT***

Date de publication: 06 Novembre 2020

Date de clôture (Sao Tomé et Príncipe): 12 novembre 2020

Durée de la consultation : 03 mois (60 jours ouvrables)

1. Introduction, Contexte

À São Tomé et Príncipe, 66 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et le chômage est estimé à 13,6 %. Le chômage est fortement concentré dans la population des jeunes, avec 60% des chômeurs âgés de moins de 35 ans, parmi lesquels figure une forte proportion de femmes. En fait, pour 69 hommes sans emploi, il y a 100 femmes.

Selon les statistiques nationales, les femmes ont moins accès à l'emploi que les hommes, et pour 162 hommes employés, il n'y a que 100 femmes. On peut également voir que, les femmes sont en général présentes dans les secteurs d'activités les plus vulnérables comme « Services et fournisseurs », « Travailleurs non qualifiés », « Agriculture, Pêche et Foresterie ».

Dans l'ensemble, il existe encore une importante ségrégation entre les sexes par rapport aux activités professionnelles, et de nombreux créneaux d'emploi féminins ne sont pas nécessairement rentables, socialement valorisés ou sûrs. Dans les catégories d'activités où elles sont fortement présentes, le travail se fait dans l'informalité. De plus, les femmes représentent également la majeure partie des travailleurs familiaux non rémunérés. Le secteur privé, caractérisé par des micro, petites et moyennes entreprises (PME), présente une discrimination structurelle avec seulement 20,7 % de femmes contre 79,3 % des hommes au niveau des entrepreneurs. Selon les statistiques existantes, les femmes sont rarement des gestionnaires, des propriétaires et des entrepreneurs.

Le problème majeur est donc la faible autonomisation et la résilience des femmes dans un contexte de crise comme le COVID19 qui augmentent considérablement leur risque de vulnérabilité. En effet, les crises actuelles entraînent déjà un affaiblissement accru des emplois et des revenus des femmes et des jeunes et une détérioration accrue des conditions de travail et des performances économiques des unités de production informelles et des PME. Cette vulnérabilité se reflète également clairement dans le système éducatif dans la mesure où les femmes sont en général dans une situation de sous qualification plus importante.

Par ailleurs toutes ces femmes vulnérables sont aussi limitées par l'accès au crédit et au financement de leurs affaires, faute de structure d'encadrement, de compétences spécifiques et de structuration des femmes travailleuses, ce qui limite leur potentiel entrepreneurial et leur contribution à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles et du bien-être de leurs communautés. La pandémie de COVID19 aggrave aujourd'hui ce cercle vicieux.

Avec le COVID19, les femmes ont été particulièrement touchées car elles se trouvent en général dans les activités les moins protégées telles que le commerce de détail sur les marchés, la restauration, les activités d'entretien dans les services publics, etc. Leur situation déjà difficile est donc devenue plus préoccupante avec les pertes d'emplois, une diminution du volume de travail et une diminution des revenus. Ces femmes devraient être soutenues pour être plus en mesure de poursuivre leurs activités en leur offrant une formation supplémentaire en matière de santé et de sécurité dans les lieux de travail. En outre, il existe également des possibilités d'emploi, de création et de développement d'entreprises ou de structuration en groupes d'intérêt économique viables pour lutter contre les mauvais effets du COVID19, notamment en leur fournissant des outils et une formation pertinente. Mieux elles pourront bénéficier d'accompagnement et de formation aux outils innovants pour promouvoir leur autonomisation en s'appuyant sur la plateforme digitale de promotion de l'emploi du ministère de l'emploi et en les formant dans le cadre d'un centre d'information intégré sur l'emploi et les compétences abritant la plateforme digitale et des personnes ressources qui seront formées pour être les coaches des groupements de femmes structurés à autonomiser.

Dans ce cadre, le Système des Nations Unies par le biais d'un consortium d'agences que sont le BIT, le PNUD et l'UNICEF, a répondu à un appel à propositions au titre des trust funds multipartenaires sur le COVID19 dans son second round (MPTFII). Les appuis du BIT dans ce projet conjoint seront basés sur le renforcement des capacités des femmes vulnérables en matière de santé et sécurité au travail, de structuration et réseautage, de promotion de coopératives, de développement de compétences en e-commerce, auto-emplois ou d'accès à l'information sur les opportunités d'affaires disponibles à partir de plateformes novatrices sous la tutelle du ministère en charge de l'emploi et en collaboration avec la chambre de commerce et d'artisanat de Sao Tomée et Príncipe. La mise en œuvre de la composante sous tutelle du BIT

a nécessité d'élaborer un projet d'assistance technique au MPTFII pour lequel il est prévu de recruter un Assistant technique en suivi et évaluation sous la supervision du BIT.

2. Objectifs généralet spécifiques du projet

La dimension de la réponse placée sous la responsabilité de l'OIT vise à soutenir l'autonomisation des femmes en faisant d'elles des acteurs importants du marché du travail plus résilients face aux contextes de crises et capables de s'adapter aux situations de fragilités sanitaires et économiques.

De manière spécifique, le projet vise à :

- Identifier les femmes et les jeunes les plus vulnérables, ainsi que leurs associations ou groupements dans le contexte COVID19 en collaboration avec le Ministère de tutelle de l'emploi et la chambre de commerce (CCIAS),
- Développer des outils de développement de leurs capacités de structuration, d'organisation/réseautage pour la distribution et la promotion de coopératives de métiers plus viables,
- Développer des outils innovants pour renforcer leur accès à l'information et à la formation de base sur le e-commerce, la vie associative, l'initiation au business plan,
- Développer et mettre à leur disposition des outils en matière de santé et de sécurité sur les lieux de travail,
- Former les femmes les plus qualifiées du lot, sur la connaissance et l'utilisation de la plateforme digitale du service de l'emploi et de la formation basée au centre numérique d'information et de formation à la promotion du ministère de l'emploi et de la famille.

3. Principales tâches et responsabilités du consultant national

Le chargé de suivi-évaluation travaillera sous l'autorité générale du Directeur de l'ETD Yaoundé et la supervision directe du spécialiste Emploi et développement productif de l'ETD-Yaoundé, ainsi que l'appui technique du Département Emploi Genève. Il/elle sera appelé/e à collaborer étroitement avec l'équipe de gestion de programme du BP-Yaoundé et le point focal du BIT à Sao Tomé et Príncipe. Il aura à remplir les tâches suivantes :

1. Assurer la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'avancement des activités techniques de la composante du projet placée sous la responsabilité du BIT dans le cadre du projet MPTFII dans les délais fixés et en étroite collaboration avec les services techniques du BIT et les mandants tripartites. Assurer que les résultats, tels que planifiés dans le document de projet, sont atteints, y compris l'organisation des réunions, des ateliers, des séminaires, des missions de collecte et d'analyses de données, tout en veillant à la bonne allocation des ressources selon les règles et les procédures du BIT
2. S'assurer du contrôle de qualité technique des rapports du MPTFII,
3. Planifier et gérer les finances et toutes autres ressources qui lui seront confiées par le BIT. Gérer et guider les consultants dans les domaines techniques concernés, mettre en place des objectifs de travail bien définis sur la base du plan de travail annuel et fournir un feedback régulier
4. Assurer le partage des informations et la documentation des résultats, les bonnes pratiques et leçons apprises du projet, y compris dans la préparation de notes techniques, brochures et autres publications
5. Elaborer le plan de travail du projet, sur la durée qui lui est impartie, avec l'appui du BIT
6. Appuyer le suivi des procédures spécifiques du BIT, notamment en matière de gestion de consultants, de contrats de prestation des services, ou toute autre procédure de travail de coopération au développement
7. Présenter et faire approuver le plan de travail annuel par les parties concernées du projet
8. Coordonner la préparation des rapports techniques et financiers à soumettre au BIT, et aux différents partenaires du projet.
9. Assurer le suivi des indicateurs, assister à l'évaluation technique et l'impact socio-économique des réalisations du projet et en faire des rapports à soumettre au BIT, et aux différents partenaires du projet

4. Livrables et modalités de paiement du consultant

Dans l'exécution des tâches, les paiements se feront à la fourniture de chaque livrable validé par le BIT. Les livrables sont les suivants :

-Un (01) rapport de démarrage présentant le plan de travail détaillé du consultant pour le suivi du projet sous composante BIT, (paiement de 25%)

-Trois (03) rapports mensuels de suivi de l'exécution physique et financière des activités donnant chacun droit à un paiement de 25% des honoraires du consultant.

5. Qualifications et expériences requises

Le consultant doit avoir les qualifications et les expériences suivantes :

- Minimum diplôme universitaire en sciences économiques ou sociales ou autres disciplines pertinentes.
- Au moins trois ans d'expérience de travail au niveau national, ou au sein d'organisations internationales avec une bonne connaissance des agendas internationaux
- Connaissances avérées en matière de planification stratégique, Gestion axée sur les résultats (GAR), formulation de projet, des techniques et pratiques d'administration et d'évaluation
- Bonne connaissance de la situation du marché du travail et de la problématique d'insertion des femmes et des groupes vulnérables et en promotion du genre dans les projets de développement,
- Connaissance des règles et procédures de gestion financière.
- Bonne connaissance des applications informatiques.
- Excellente maîtrise du portugais et du français. Bonne connaissance de l'anglais est un atout.

6. Documents à fournir dans le dossier de candidature :

Les consultants intéressés doivent présenter un dossier de candidature comprenant les éléments suivants :

- ✓ Une proposition technique :
- ✓ Note explicative sur la compréhension des TDR et les raisons de la candidature ;
- ✓ Brève présentation d'un calendrier et de l'organisation de la mission envisagée ;
- ✓ CV incluant l'expérience acquise dans des initiatives similaires et au moins 3 références et leurs contacts ;

Une proposition financière :

La proposition financière doit être soumise sur la base de l'approche forfaitaire (lump sum) et libellée en US\$ ou toute autre devise convertible au taux des Nations Unies.

Par ailleurs, les candidats voudront bien noter que les paiements ne pourront être effectués que sur la base des produits livrés, c'est à dire sur présentation du résultat des services spécifiés dans les TDR et après validation de ces livrables par le BIT. Pour la présente mission, les paiements seront effectués comme suit: /